

Conférence Infos 21

Politique sociale et migration

*Rapport de l'atelier international de l'UNRISD, de l'OIM et de l'IFS
22–23 novembre 2007, Stockholm, Suède*

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Social Policy and Migration* (Conference News, UNRISD/CN21/08/3, October 2008). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Introduction

Les rapports entre migration et politique sociale

Migration et pauvreté

Envois de fonds et développement social

Mouvements de ressources humaines: fuite des cerveaux ou gain de connaissances et de compétences?

Conséquences de la migration pour les rapports sociaux entre hommes et femmes et les régimes de soins et d'assistance aux personnes

Migration et développement social: dimensions organisationnelles et politiques

Dynamique régionale

Conclusions

Programme et documents présentés

Participants

Introduction

La migration est un thème à la fois central et transversal de la recherche sur la politique sociale dans un contexte de développement.¹ Il est donc surprenant que les chercheurs ne se soient guère employés, jusqu'à présent, à analyser le rapport entre les deux de manière systématique et exhaustive. Tentant de commencer à combler cette lacune, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Institute for Futures Studies (IFS) ont puisé dans leurs domaines de compétence respectifs pour organiser un atelier sur l'intersection entre la politique sociale et la migration du point de vue des flux migratoires entre pays en développement. Lors de l'atelier, tenu à Stockholm les 22–23 novembre 2007, les chercheurs ont présenté six documents thématiques et trois rapports régionaux qui avaient été commandés et ont échangé des idées et évoqué des démarches novatrices avec d'autres participants, dont des spécialistes, de hauts fonctionnaires de gouvernement et des représentants d'organisations internationales et d'institutions donatrices.

Frank Laczko (OIM) et Joakim Palme (IFS) ont ouvert l'atelier en souhaitant la bienvenue aux participants et en soulignant la nécessité de débattre en toute connaissance de cause de l'impact de la migration sur le développement social en général, et des conséquences à en tirer pour la politique sociale en particulier. L'un des principaux objectifs de la recherche commandée par l'atelier, a expliqué Frank Laczko, était de commencer à remédier aux

¹ Voir par exemple le programme de recherche de l'UNRISD pour 2000–2009, publié sous le titre *UNRISD 2000+: Comment l'Institut envisage son avenir*, UNRISD, Genève, avril 2002; et *La recherche pour le développement social à l'UNRISD 2005–2009*, UNRISD, Genève, juillet 2006.

lacunes de la théorie et au manque de données concernant les migrations Sud-Sud. Dans leur allocution d'ouverture, Katja Hujo et Nicola Piper, coordonnatrices de recherches, ont expliqué que l'un des objectifs généraux de l'UNRISD était de stimuler le dialogue et de contribuer aux débats sur les politiques à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, ajoutant que la présente collaboration était une bonne illustration des moyens à employer pour y parvenir. Les recherches de l'UNRISD, ont-elles poursuivi, ont montré que la politique sociale pouvait être un puissant instrument au service du développement économique, de l'intégration et de la cohésion sociales et des droits sociaux. Les questions relatives à l'impact de la migration sur le développement social dans des contextes du Sud ont servi de trame à l'atelier. Celui-ci s'est intéressé en particulier aux effets de la migration sur toutes les sphères de la politique sociale, y compris les rôles des hommes et des femmes et les régimes de soin et d'assistance aux personnes, la protection sociale et la redistribution ainsi que les relations entre les citoyens et l'Etat tant dans les pays de destination que dans les pays d'origine. La migration a une incidence sur toutes les sphères dont se préoccupe la politique sociale, et comme elle a une dimension à la fois nationale et internationale ou transnationale, elle affecte aussi la politique à tous les niveaux.

L'intérêt de la question

Dans les débats universitaires et politiques qui ont lieu aujourd'hui à travers le monde, les migrations internationales apparaissent comme un aspect essentiel de la vie sociale et économique contemporaine. Les divers problèmes sociaux et de développement liés à la migration, ainsi que les perspectives qu'elle ouvre aux pays, aux collectivités et aux migrants concernés retiennent de plus en plus l'attention. Jusqu'à présent, cependant, les recherches ont, dans une large mesure, porté sur les mouvements migratoires du Sud vers le Nord et négligé les conséquences des migrations internes et des migrations Sud-Sud. Les études des conséquences de l'émigration sur le développement des pays en développement ont eu tendance à se concentrer sur les flux des ressources financières et humaines, en particulier les envois de fonds et la migration des actifs qualifiés ("fuite des cerveaux").

L'analyse des rapports entre migration et politique sociale soulève plusieurs questions cruciales.

- Quelle est la nature des liens entre migration et politique sociale dans les pays en développement?
- Dans ces contextes, quelle incidence la migration a-t-elle sur la pauvreté, et la pauvreté sur la migration?
- En quoi la migration affecte-t-elle la politique sociale et les services offerts dans les pays en développement, et vice versa?
- Les contextes des migrations Sud-Nord et Sud-Sud diffèrent-ils pour ce qui est de la politique sociale et du développement et, si oui, en quoi?
- Dans quelle mesure les grilles d'analyse de phénomènes tels que les envois de fonds des émigrés, la fuite des cerveaux, la chaîne globale des soins et de l'assistance aux personnes ou le transnationalisme s'appliquent-elles aux contextes des migrations Sud-Sud, et permettent-elles de tirer des conclusions valables pour la politique sociale?
- Quelles interdépendances organisationnelles et politiques ont une incidence sur la politique sociale et les services offerts?
- Y a-t-il déjà au Sud des signes visibles d'une coopération politique en matière de migration?

Ces questions ont été à la base des recherches qui ont été discutées à l'atelier.

Les rapports entre migration et politique sociale

La migration affecte de multiples manières la politique sociale et la prestation de services dans les pays en développement. Si les recherches ont mis en évidence certains aspects tels

que les envois de fonds des émigrés et la fuite des cerveaux, il est important aussi d'examiner d'autres rapports tels que les incidences de la migration sur les types de dispositions sociales prises et sur les systèmes de protection sociale; les questions d'accès aux avantages et aux services sociaux, la redistribution et l'intégration sociale; et les questions générales de la citoyenneté et des relations entre l'Etat et la population vivant sur son territoire. Les études présentées pendant la première séance ont approfondi la façon dont la migration affecte la politique sociale et la prestation de services dans les pays en développement et la différence, s'il en existe une, entre les contextes des migrations Sud-Nord et Sud-Sud pour ce qui est de la politique sociale.

Dans son exposé, Jane Pillinger a exploré les conséquences de la migration pour la politique sociale et la façon dont l'évolution des recherches et des politiques dans ce domaine influence la réflexion et infléchit la politique sociale tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Elle a montré que, jusqu'à présent, les recherches et le débat politique s'étaient surtout intéressés aux conséquences de la migration pour la politique sociale des pays d'accueil industrialisés, en particulier pour l'intégration des migrants dans ces sociétés, leur adaptation aux systèmes sociaux de ces pays et leur impact sur ces systèmes sociaux, au détriment des conséquences de la migration pour les systèmes sociaux des pays en développement. De même, si la place grandissante qu'occupent les travailleurs migrants dans la prestation de services en Occident (en particulier dans le domaine social où il y a pénurie de main-d'œuvre: soins de santé, garde d'enfants, soins aux personnes âgées etc.) a des répercussions sur les systèmes sociaux des pays en développement, qui sont souvent rudimentaires mais en évolution, celles-ci ont peu retenu l'attention.

Jane Pillinger a fait valoir que pour comprendre et améliorer les rapports entre la politique en matière de migration et la politique sociale, il fallait que les recherches changent d'orientation et s'intéressent à l'impact des migrations internationales sur l'évolution des systèmes sociaux, en particulier dans les pays en développement. Dans quelle mesure la migration influe-t-elle sur la politique sociale et les programmes du gouvernement, et en quoi les programmes gouvernementaux influent-ils sur les décisions en matière de migration? Ces questions devraient tenir une place centrale dans le nouveau programme de recherche, qui devrait rattacher la migration à la qualité de vie en général, c'est-à-dire notamment à la pauvreté, aux inégalités, à la prestation de services et aux questions connexes liées au capital humain.

Selon Jane Pillinger, les recherches et les débats politiques sur la politique sociale et la politique en matière de migration tendent à occuper des champs séparés et les études qui les réunissent sont plutôt l'exception que la règle. Si un nouveau programme de recherche est nécessaire, c'est aussi que l'on sait peu de choses de la manière dont les systèmes sociaux des pays développés et des pays en développement s'adaptent aux migrations internationales et à la mondialisation et en subissent les effets. De plus, la politique sociale est maintenant abordée aussi sous l'angle transnational et l'on s'intéresse davantage aux répercussions sociales de la politique en matière de migration. De ce fait, chercheurs et spécialistes des deux domaines sont plus disposés à imaginer des grilles d'analyse qui améliorent la coordination et la compréhension, d'une part, des rapports entre les politiques sociales menées dans le monde et, d'autre part, d'une politique de la migration à orientation sociale.

Jane Pillinger a aussi évoqué l'intérêt grandissant porté à une politique sociale transnationale et mondiale, ainsi qu'au comportement des régimes sociaux du Nord face aux migrations internationales. Celui-ci soulève nombre de questions sur la nécessité d'une plus grande coordination bilatérale et multilatérale des politiques sociales et des politiques de la migration. En conséquence, l'intégration sociale comme déterminant des migrations internationales est un domaine qui mérite de faire l'objet de nouvelles recherches. Il serait utile aussi que celles-ci se demandent dans quelle mesure les migrants peuvent devenir des agents du développement et en quoi les politiques d'immigration et d'intégration des pays de transit et de destination leur facilitent ou leur compliquent la tâche.

Chargé de discuter l'étude de Jane Pillinger, Kristof Tamas s'est concentré sur deux aspects: premièrement le fait que l'emploi et le travail font le lien entre les questions de migration et celles de politique sociale; et deuxièmement, la récente politique de coopération au développement de l'Union européenne (UE) dans le domaine de l'immigration. S'agissant de cette dernière, il a expliqué que les pays de l'UE considéraient de plus en plus la dimension sociale de la mondialisation comme partie intégrante de leur politique extérieure, et que la question de la coopération régionale, même en matière de politique sociale, devait également en faire partie. Sur le premier aspect, Kristof Tamas a évoqué la difficulté pour les travailleurs du secteur informel d'entrer dans le secteur organisé et protégé, bien que leur bien-être en dépende, et plus encore celui des travailleurs migrants du secteur informel. Il a ajouté que l'évolution du marché du travail dans l'UE, telle que le vieillissement de la population ou les pénuries de personnel dans certains secteurs, avait un impact crucial sur les comportements des migrants, en particulier ceux du Sud. Il a dit qu'il fallait une coopération étroite et même un partenariat avec les pays en développement pour gérer ces processus dans l'intérêt de tous.

Pendant la discussion, des participants ont mis en garde contre l'imposition de notions occidentales aux pays en développement. Ils ont aussi jugé que l'attitude de la plupart des pays développés, qui encourageaient l'immigration de personnels très qualifiés du Sud, posait problème, non seulement pour les pays d'envoi mais aussi par rapport aux personnes peu qualifiées, souvent sans papier et, pour beaucoup des femmes, qui émigrent dans des pays du Nord. A ce sujet, Kristof Tamas a répondu que l'UE entendait à la fois élaborer des lignes directrices claires concernant le recrutement de la main-d'œuvre migrante et collaborer étroitement avec ses partenaires du Sud sur des stratégies nationales de développement.

Migration et pauvreté

Les rapports entre migration et pauvreté suscitent de plus en plus d'intérêt. D'une part, les migrants ne sont généralement pas issus des couches les plus pauvres de la population, car il faut certaines ressources—humaines, sociales et financières—pour se rendre dans un autre pays. Si tel est le cas, les retombées positives de la migration (telles que les envois de fonds) ont des chances de profiter à une population relativement aisée et risquent de creuser les inégalités. D'autre part, les rapports de cause à effet sont très spécifiques au contexte (migration volontaire ou forcée, par exemple) et évoluent avec le temps. Les effets de la migration sur la pauvreté sont ambigus, eux aussi: les mouvements de population peuvent faire reculer la pauvreté mais aussi l'aggraver. Le deuxième débat a porté sur les rapports entre migration et pauvreté en général et sur les effets de la migration sur la pauvreté en particulier; sur les conséquences à en tirer pour la politique de l'aide et les processus déclenchés sous l'impulsion des donateurs tels que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ainsi que sur les difficultés auxquelles achoppent les décideurs politiques aux niveaux national et régional.

Selon Shahin Yaqub, les recherches sur la pauvreté proposent plusieurs conceptions de la pauvreté, de sa nature, de ses dimensions et de sa complexité, et sont un bon point de départ pour dégager les rapports entre migration et pauvreté.² Shahin Yaqub a fait valoir que le contexte devait tenir une place centrale dans toute démarche visant à tenter de comprendre les rapports entre migration et pauvreté. Les formes que prend la migration dans les familles pauvres risquent, pour une large part, d'être mal perçues ou sous-estimées si elles sont détachées des structures socio-économiques qui défavorisent les pauvres et des compromis et choix guidés par la nécessité de vivre et de subsister.

² L'exposé de Shahin Yaqub s'inspirait du document *Migration and Poverty: Linkages, Knowledge Gaps and Policy Implications*, qu'il a écrit avec Arjan De Haan pour son atelier.

Shahin Yaqub et Arjan De Haan avaient étudié les migrations à la fois internationales (transfrontières) et internes, mais leur document portait sur les migrations internes, plus liées à la pauvreté générale. Shahin Yaqub a expliqué que si la littérature sur les migrations internes et la pauvreté évolue encore et est assez controversée, elle a cependant une longue tradition et a montré par quelles voies la migration pouvait réduire les privations des consommateurs pauvres. Cette littérature offre aussi des outils analytiques qui peuvent s'appliquer à des domaines moins étudiés et sans lesquels il est impossible de comprendre la pauvreté.

Shahin Yaqub a traité ensuite des lacunes de la recherche en signalant que les recherches sur la pauvreté reconnaissent depuis longtemps que la pauvreté est multidimensionnelle, évolue avec le temps et qu'elle est différente pour chacun des membres du ménage. Les recherches sur la migration se sont intéressées, sous l'angle théorique, aux risques à l'intérieur du ménage, à la dynamique et aux effets sur les différentes générations mais les enquêtes empiriques sur ces questions sont limitées. La migration des enfants pose un problème générationnel particulier, qui est souvent mal compris. Par exemple, on assimile souvent à tort le bien-être des enfants dans le contexte de la migration à celui des adultes, sans reconnaître le caractère distinctif des normes et des constructions socio-juridiques chez l'enfant ni les processus biologiques du développement de l'enfant. Les enfants ont une vulnérabilité et des besoins particuliers et sont au bénéfice de dispositions spécifiques de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui sont valables partout et transcendent les frontières. De plus, comme les enfants sont la prochaine génération, leur bien-être, les soins dont ils font l'objet et l'attention donnée à leur éducation à mesure qu'ils grandissent déterminent dans une large mesure la persistance de la pauvreté au cours des générations futures.

Shahin Yaqub a poursuivi en expliquant la distinction faite dans leur document, par les universitaires spécialistes de la migration, entre les "optimistes" et les "pessimistes". Les premiers estiment que là où la migration n'atténue pas les disparités, c'est généralement dû aux obstacles à la migration, tels que les frontières internationales ou les dysfonctionnements des marchés du travail. Les pessimistes, au contraire, soulignent que très peu de données empiriques indiquent que la migration réduise les disparités. Selon Shahin Yaqub, les conclusions des optimistes et des pessimistes ne sont pas forcément incompatibles. La migration a des effets différents selon les contextes. Il faudrait la considérer dans le cadre de la stratégie générale de réduction de la pauvreté, et non pas comme une "solution" optimiste ou comme un "problème" inclinant au pessimisme. L'essentiel est de trouver un juste équilibre entre les deux approches. La difficulté pour les décideurs politiques nationaux et régionaux consiste notamment à trouver dans la pratique des moyens d'intégrer les migrants aux processus de développement, mais tient aussi à des problèmes plus profonds liés aux interactions entre politique sociale et citoyenneté.

En guise de conclusion, Shahin Yaqub est revenu sur la complexité de l'analyse de la migration et de la pauvreté. On sait beaucoup de choses sur les motivations des migrants et leurs contextes, en particulier s'ils sont considérés comme une masse largement homogène dans la boîte noire du ménage. Mais on en sait beaucoup moins sur ce qui se passe à l'intérieur du ménage entre hommes et femmes et entre enfants et adultes. Les conclusions des recherches empiriques sur les rapports entre migration et pauvreté varient considérablement, et l'on a le sentiment—dont la justesse est difficile à prouver à ce stade—qu'il pourrait y avoir un lien de cause à effet entre hypothèses théoriques simplifiées et résultats empiriques contradictoires.

Frank Laczko, chargé de discuter cet exposé, a relevé comme problème général le manque de données concernant à la fois les migrations internes et les migrations internationales et leur impact sur la pauvreté, qu'il se mesure en termes de revenu ou par des indicateurs sociaux qualitatifs comme l'éducation. Il a dit que la migration pouvait avoir des effets ambigus sur la pauvreté, car elle pouvait la faire reculer comme l'aggraver. Le manque de recherches

systematiques sur ces questions est particulièrement manifeste dans le débat sur les DSRP et les stratégies nationales de développement, a-t-il dit. La migration n'est pas encore systématiquement intégrée dans les discussions sur le développement. Selon Frank Laczko, il est important aussi de noter que les gouvernements pourraient restreindre l'accès aux systèmes d'aide sociale pour décourager les futurs migrants. Il y a également des gouvernements qui encouragent l'émigration et se préoccupent du bien-être de leurs ressortissants vivant à l'étranger.

Plusieurs questions importantes ont été soulevées pendant la discussion, comme la nécessité de faire une distinction entre ménage et famille, car souvent les politiques sociales qui ciblent les familles ne touchent pas les membres de la famille qui n'ont pas de statut légal—celui que confère le mariage ou la reconnaissance des enfants—ou la différence entre le fait d'agir au nom des enfants et la responsabilité des adultes de veiller au bien-être des enfants. Un participant a relevé des contradictions évidentes entre les politiques de développement et celles de la migration, déterminées, d'une part, par la nécessité d'avoir une main-d'œuvre bon marché sur des marchés déréglementés et libéralisés et, de l'autre, par la demande de travailleurs migrants qualifiés. On constate, de plus, une incapacité générale à dégager clairement les liens entre des réformes économiques spécifiques telles que la libéralisation du commerce en Afrique subsaharienne et l'amplification de l'émigration en provenance des pays touchés du fait d'une détérioration des perspectives économiques.

Envois de fonds et développement social

Les universitaires mesurent souvent l'impact de la migration sur les pays en développement aux fonds envoyés par les migrants (plus précisément à la part des revenus qu'ils envoient dans leur pays). Les envois de fonds ont été souvent abordés du point de vue des migrants en situation régulière—ceux qui sont établis dans leur pays d'accueil et qui envoient des fonds par le biais de mécanismes institutionnels qui existent surtout dans les pays du Nord. Mais il est important aussi d'examiner les envois de fonds des migrants temporaires et des travailleurs sans qualification ou des ouvriers spécialisés, qui sont la majorité dans de nombreuses régions du monde et dont les envois de fonds dépassent au total ceux des migrants très qualifiés. Cette séance a cherché à dégager les répercussions des envois de fonds sur le financement, par les pays en développement, de leur dispositif social, et à étudier en quoi les volumes des fonds envoyés, les circuits empruntés, les investissements et les institutions diffèrent dans un contexte Sud-Sud.

Hein de Haas a relevé en introduction que l'on assistait depuis quelques années à un remarquable regain d'intérêt pour les envois de fonds, déclenché sans doute par l'augmentation frappante de leur volume. Aussi, après les avoir relativement négligés pendant des années, les a-t-on redécouverts comme source potentielle de financement du développement. Les fonds envoyés en recommandé représentent maintenant plus du double de l'aide publique au développement et sont dix fois supérieurs au volume net des capitaux privés virés dans les pays en développement.

Cependant, a fait valoir Hein de Haas, le débat actuel sur la migration, les envois de fonds et le développement souffre d'un certain nombre de lacunes. Premièrement, l'actuelle "euphorie" suscitée par les envois de fonds coïncide souvent avec l'idée qu'il s'agit d'un enjeu "nouveau". Pourtant, estimer que le sujet est nouveau, c'est oublier les recherches et politiques des décennies antérieures. Or, il est important de prendre en considération les conclusions des recherches empiriques antérieures et les résultats des politiques menées dans le passé dans les domaines de la migration, des envois de fonds et du développement.

Deuxièmement, Hein de Haas estime que l'intérêt porté aux envois de fonds et à leurs conséquences économiques directes est unilatéral. Les incidences non pécuniaires des envois de fonds—sur la santé, l'éducation, les rapports sociaux entre les sexes, les arrangements

concernant les soins et l'assistance aux personnes, les structures sociales et les hiérarchies ethniques dans les communautés d'immigrés et les pays d'émigration—n'ont pas systématiquement retenu l'attention. Les effets de la migration qui sont sans rapport avec les envois de fonds, tels que le rôle de la migration et des migrants dans l'évolution culturelle et sociale des pays d'origine ont été négligés, eux aussi.

Dans le prolongement des deux points précédents, Hein de Haas a fait observer que la littérature récente sur les envois de fonds, étudiés de manière empirique ou sous l'angle des politiques, entraine mal dans des cadres théoriques généraux sur la migration et le développement. Nombreuses sont les études empiriques qui n'ont pas été conçues pour tester des hypothèses et qui, surtout, ne se réfèrent guère ou pas du tout aux grands débats théoriques sur la migration et le développement. De ce fait, il est difficile d'interpréter leurs résultats, souvent contradictoires, dans le sens de telle ou telle théorie, alors qu'elles pourraient être extrêmement utiles à l'élaboration de grilles plus complexes rendant compte de l'hétérogénéité des interactions entre la migration, les envois de fonds et le développement.

Pour Hein de Haas, l'absence presque totale, dans les études sur la migration, d'un débat fondateur sur le sens réel de la notion de développement, est un autre problème de fond. Bien que ce concept ne soit presque jamais défini explicitement, la plupart des approches de la migration et du développement tendent à reposer sur des notions du développement centrées sur des indicateurs de revenu (brut). En conséquence, les études ont porté sur l'impact des envois de fonds sur la croissance des revenus et sur l'investissement dans les entreprises productives. Cette orientation conventionnelle est arbitraire, puisque les envois de fonds et la migration en général ont des effets sur tout un éventail de questions sociales qui va au-delà des revenus. Hein de Haas a développé ce point, disant que parmi ces questions figuraient entre autres les risques pour les revenus (plutôt que les seuls niveaux de revenu), l'inégalité des revenus, l'investissement dans le capital humain (dans l'éducation par exemple), l'inégalité entre hommes et femmes, les taux de natalité et de mortalité, les relations interethniques, le changement politique et l'environnement etc. Les conséquences de la migration peuvent être sensiblement différentes selon que l'on étudie telle ou telle dimension du changement économique et social. Hein de Haas a estimé qu'en conséquence il était loin d'être simple d'évaluer "l'impact" de la migration et des envois de fonds car cet impact dépend des dimensions du changement socio-économique qui sont considérées comme porteuses de développement et du poids relatif attaché à chacune d'elles. De plus, ce qui est considéré comme porteur de développement dépend de la discipline, de la culture et de l'idéologie des chercheurs et des décideurs politiques, qui tendent à projeter leurs propres normes, préférences et attentes sur les communautés et les sociétés qu'ils étudient ou pour lesquelles ils élaborent des politiques.

Hein de Haas a défendu une conception large du développement humain ou social dans le contexte des envois de fonds, soulignant la nécessité de ne pas voir uniquement les indicateurs de revenu mais d'étudier aussi les retombées multiples de la migration et des envois de fonds sur le bien-être et les capacités des personnes dans les sociétés d'émigration. Poussant plus loin l'argument, il a jugé important d'étudier les retombées des envois de fonds non seulement sur les migrants et leurs familles mais aussi sur *l'ensemble* de la population et de la société des pays d'émigration. Hein de Haas estime que les questions suivantes restent dans une large mesure sans réponse.

- En quoi les envois de fonds affectent-ils l'équité ou l'inégalité des chances économiques et sociales dans les différentes communautés?
- Les envois de fonds augmentent-ils la capacité des gens à se protéger d'une perte soudaine de revenus?

- Quelle incidence les envois de fonds ont-ils sur les personnes qui n'en reçoivent pas? En bénéficient-elles indirectement par le biais des investissements et des multiplicateurs de revenu ou voient-elles au contraire leur pauvreté s'aggraver et les inégalités se creuser?
- Quelle incidence les envois de fonds ont-ils sur les inégalités entre ethnies et entre hommes et femmes? Quelles en sont les conséquences pour la reproduction sociale et les régimes des soins et de l'assistance aux personnes?
- Quelle incidence la migration et les envois de fonds ont-ils sur l'évolution des institutions et sur la part que les émigrés peuvent prendre au débat public dans leur pays d'origine?

Hein de Haas a émis une importante mise en garde: bien que son exposé soit centré sur les envois de fonds, il ne faut pas en conclure que la migration n'affecte le développement que par ce biais. Par exemple, la migration a souvent d'importants effets sur l'identité (transnationale), l'évolution culturelle, les structures sociales et le débat politique. En fait, il est ressorti de son analyse que les effets des envois de fonds sont rarement isolés d'autres effets de la migration.

Chargé de discuter l'exposé, Andrés Solimano a reconnu l'objectivité de l'approche de Hein de Haas et l'étendue de la littérature qu'il avait étudiée. Il a ensuite contesté la mesure dans laquelle les envois de fonds peuvent vraiment être considérés comme un transfert externe vers les pays d'origine car il faut aussi tenir compte du départ des personnes et des coûts liés à ce départ. Les fonds envoyés étant de l'argent gagné par les nationaux, ils peuvent être considérés comme une indemnisation pour les pertes subies. D'autre part, la tendance des envois de fonds à la hausse ces dernières années n'est pas forcément durable car les montants envoyés dans les pays d'origine tendent à diminuer au fil du temps. Cependant, comme le montre la recherche sur les montants moyens envoyés dans leurs pays d'origine par les Latino-américains émigrés aux Etats-Unis, les envois de fonds peuvent être au début l'équivalent du salaire mensuel minimum pour les familles qui les reçoivent. Andrés Solimano s'est aussi demandé si les fonds envoyés étaient utilisés à des fins d'investissement ou dépensés en biens de consommation. Seuls 20 pour cent des fonds envoyés sont employés à des fins d'investissement (le plus souvent modeste); le reste est dépensé en biens de consommation, et sert parfois de garantie pour des emprunts. Enfin, il a mentionné les coûts administratifs élevés des envois de fonds dans les pays d'origine, ainsi que la nécessité pour les migrants d'avoir accès aux banques, qu'ils aient un permis de séjour ou non.

Dans sa réponse, Hein de Haas a reconnu à la fois la pertinence de l'élément compensatoire des envois de fonds, et la difficulté de le quantifier. S'agissant de la baisse des volumes des fonds envoyés avec le temps, il a fait observer que les mouvements migratoires dans le monde n'allaient sans doute pas ralentir au cours des prochaines années et que l'on ne pouvait pas tenir pour acquise une diminution des envois de fonds avec le temps. Hein de Haas ne voyait aucun problème à ce que 80 pour cent des fonds soient dépensés en biens de consommation car de telles dépenses ont d'importantes retombées bénéfiques sur le bien-être des ménages et

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21099

